

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1628 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202657]

15 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités d'octroi d'une subvention aux abattoirs publics en vue de la construction, l'agrandissement, la transformation ou le renouvellement de leurs infrastructures

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.6, D.11, D.13, D.14, D.219, D.220, D.221 et D.222;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mars 1986 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour la construction, l'agrandissement ou la transformation d'abattoirs publics;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à l'octroi d'une subvention aux abattoirs publics en vue du renouvellement de leurs infrastructures;

Vu le rapport du 1 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 30 novembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2023;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 18 janvier 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 2 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.521/4;

Vu la décision de la section de législation du 2 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'offre en Région wallonne concernant les abattoirs a considérablement diminué;

Considérant qu'il est nécessaire de soutenir les capacités d'abattage existantes;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o l'abattoir public : l'abattoir tel que visé à l'article D.220 du code, dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne;
- 2^o l'administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du code;
- 3^o le code : le Code wallon de l'Agriculture;
- 4^o le règlement n^o2023/2831 du 13 décembre 2023 : le règlement (UE) n^o2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;
- 5^o les aides de *minimis* : sont considérées comme ne remplissant pas tous les critères de l'article 107, § 1^{er}, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ne perturbant pas le principe de concurrence et comme n'étant pas soumises, de ce fait, à l'obligation de notification prévue à l'article 108, § 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les aides qui satisfont aux conditions énoncées dans le règlement (UE) n^o2023/2831 du 13 décembre 2023;

- 6° la subvention : l'aide octroyée sur base du régime *de minimis* général;
- 7° l'urgence impérieuse : l'urgence impérieuse est caractérisée par une urgence incompatible avec les délais exigés par d'autres procédures, un événement imprévisible et un lien de causalité entre l'évènement imprévisible et l'urgence;
- 8° le décret du 15 décembre 2011 : le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités de l'Administration publique wallonnes.

Concernant le 7°, ces conditions sont cumulatives.

Art. 2. Le Ministre peut accorder, dans la limite des crédits budgétaires, des subventions pour l'achat de terrain, l'acquisition d'immeubles et de biens meubles, la construction, l'agrandissement, la rénovation ou la transformation d'abattoirs publics conformément à l'article D.220 du code. Les subventions sont accordées aux abattoirs publics dans le cadre d'investissements qui permettent :

- 1° la mise aux normes de l'abattoir aux réglementations en vigueur;
- 2° de diminuer la consommation d'énergie de l'abattoir;
- 3° le bon fonctionnement de l'abattoir;
- 4° certaines techniques d'innovation;
- 5° d'améliorer le bien-être animal.

Aucune subvention est accordée pour la réalisation d'études pour la rémunération de la main d'œuvre interne, pour des coûts de fonctionnement ou pour des consommables.

Art. 3. La subvention est accordée à l'abattoir public selon les conditions suivantes :

- 1° être la propriété d'une province, d'une commune d'une association de communes ou d'une société mixte dans laquelle les pouvoirs publics sont majoritaires et conserve le même statut juridique après l'octroi de la subvention;
- 2° être agréé, sur la base de l'arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire comme abattoir public au sens de l'annexe II, 1, de cet arrêté;
- 3° respecter la réglementation en matière de bien-être animal et d'environnement;
- 4° abattre les animaux issus de l'agriculture biologique dans le respect des conditions prévues par la certification biologique;
- 5° travailler de manière non discriminatoire avec des particuliers ou pour apports faibles d'animaux;
- 6° prévoir une flexibilité adaptée au besoin;
- 7° maintenir du personnel et une infrastructure adaptée en termes de traçabilité, et de flux, à la gestion de lot pouvant être composé d'un seul animal;
- 8° concerter les acteurs utilisateurs pour la réactualisation des procédures de réception des animaux et de départ des carcasses tous les deux ans;
- 9° ne pas perdre l'agrément pour la ou les catégories d'animaux concernés par l'investissement, pendant toute la durée de l'amortissement des infrastructures ou du matériel qui fait l'objet de la demande de subvention;
- 10° présenter un descriptif des moyens financiers prévus pour son fonctionnement.

Concernant le 9°, la durée de l'amortissement des infrastructures ou du matériel qui fait l'objet de la demande de subvention est de maximum quinze années pour les investissements immobiliers et de cinq années pour les investissements mobiliers.

Art. 4. La subvention est accordée à l'abattoir public si les investissements répondent aux conditions suivantes :

- 1° les investissements sont réalisés conformément à la réglementation relative aux marchés publics;
- 2° les travaux sont conformes aux critères techniques requis par la législation en matière d'abattage d'animaux;
- 3° les travaux sont effectués après l'obtention des permis requis, le cas échéant, par les législations :
 - a) sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire, pour la construction;
 - b) sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes, en ce qui concerne la police externe de ces établissements, pour la construction et l'exploitation.

Art. 5. L'abattoir présente un descriptif des moyens et des ressources matériels, humains et financiers prévus pour son fonctionnement qui permettent d'assurer une pérennité géographique dans l'offre des abattoirs publics en Région wallonne. Le taux d'intervention est de maximum cinquante pour cent du montant de la dépense à subventionner.

Le montant total des aides de *minimis* octroyées par État membre à un abattoir public ne peut excéder 300 000 EUR sur une période de trois ans. Cette période est appréciée sur une base glissante.

Le calcul du montant de la dépense à subventionner est effectué :

- 1° selon les règles relatives à l'attribution d'un marché public;
- 2° en tenant compte de toutes les factures de matériaux et de pièces, y compris la main d'œuvre utile au montage et à la mise en route de l'investissement si elle est facturée par le fournisseur;
- 3° en ne tenant pas compte du montant de la T.V.A.

Art. 6. La demande d'octroi de la subvention est introduite auprès de l'administration par tout moyen de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du code. La demande visée à l'alinéa 1^{er} comprend :

- 1° l'accord du collège communal;
- 2° le descriptif et la justification des investissements ainsi que leur montant estimatif;
- 3° la planification de la totalité des investissements de l'année;
- 4° le business plan de l'abattoir sur cinq années;
- 5° le nombre de bêtes abattues par an, par espèce, pour les trois dernières années;

- 6° les coordonnées complètes du compte bancaire sur lequel sera versé le montant de la subvention;
- 7° une déclaration répertoriant toute autre aide *de minimis* reçue au cours des trois dernières années.

L'administration vérifie que l'octroi de l'aide ne porte pas le montant total des aides *de minimis* au-delà du plafond de 300.000 euros.

L'abattoir public introduit au maximum une demande d'octroi d'une subvention par année civile.

La demande d'octroi de subvention est préalable à la commande et à la mise en œuvre des investissements, lesquels ont lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention par l'administration.

Art. 7. Le Ministre notifie, par courrier ou via une application informatique, la décision d'octroi ou de refus de la subvention dans les trois mois à dater de la réception par l'administration des documents relatifs à la demande de subvention.

Art. 8. Dans les trois mois qui suivent la réception des factures par l'abattoir public, celui-ci transmet à l'administration une déclaration de créance qui reprend les documents suivants :

- 1° les factures;
- 2° les preuves de paiement;
- 3° deux devis ou les documents qui confirment que la réglementation relative aux marchés publics a été respectée.

L'administration traite le dossier et réalise le versement du montant de la subvention dans un délai de trois mois à dater de la réception de la déclaration de créance.

Art. 9. Si des investissements présentent un caractère d'urgence, qui résulte d'événements imprévisibles, ceux-ci peuvent être réalisés préalablement à la demande de subvention pour autant que :

- 1° l'abattoir informe l'administration, des investissements réalisés d'urgence;
- 2° l'abattoir respecte la réglementation relative aux marchés publics dans les cas spécifiques d'urgence;
- 3° l'abattoir transmet une motivation formelle de l'urgence impérieuse qui résulte d'événements imprévisibles invoquée.

Concernant le 1°, l'abattoir informe par tout moyen de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du code,

Le respect de ces conditions ne constitue pas pour autant une décision d'octroi de subvention.

Art. 10. La subvention est soumise à une obligation de rapportage. L'abattoir public transmet à l'administration, pendant dix exercices fiscaux, toutes les informations relatives aux aides *de minimis* octroyées, qui permettent de démontrer que les conditions du règlement n°2023/2831 du 13 décembre 2023 ont été respectées.

Le délai de dix ans court à partir de la date d'octroi de la dernière aide individuelle.

Art. 11. En cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent arrêté ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi, le ministre peut, selon les modalités qu'il détermine, dans le respect de l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 :

- 1° suspendre le versement de tout ou partie de la subvention pendant un délai qui permet à l'abattoir public de se conformer aux obligations non rencontrées;
- 2° réduire tout ou partie de la subvention proportionnellement aux non-respects constatés;
- 3° retirer la décision d'octroi de la subvention et demander à l'abattoir public de récupérer le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Art. 12. Outre le cas visé à l'article 11, la subvention est remboursée :

- 1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'abattoir public dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention;
- 2° en cas de renseignements inexacts ou incomplets fournis, sciemment, par l'abattoir public, quel qu'ait été l'effet des renseignements sur le montant de la subvention.

En application des articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, la subvention indûment liquidée est récupérée par toutes voies de droit en ce compris par compensation.

Art. 13. L'arrêté de l'exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour la construction, l'agrandissement ou la transformation d'abattoirs publics du 6 mars 1986 et l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention aux abattoirs publics en vue du renouvellement de leurs infrastructures du 10 novembre 2016 sont abrogés.

Art. 14. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202657]

15. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung eines Zuschusses an öffentliche Schlachthöfe im Hinblick auf den Bau, den Ausbau, den Umbau oder die Erneuerung ihrer Infrastrukturen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, D.6, D.11, D.13, D.14, D.219, D.220, D.221 und D.222;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. März 1986 zur Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden im Hinblick auf den Bau, den Ausbau oder den Umbau öffentlicher Schlachthöfe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 zur Gewährung eines Zuschusses an die öffentlichen Schlachthöfe zwecks der Erneuerung ihrer Infrastrukturen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 1. Dezember 2023;

Aufgrund der am 30. November 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 18. Januar 2024;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 2. Februar 2024 unter der Nummer 75.521/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 2. Februar 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In der Erwägung, dass das Angebot an Schlachthöfen in der Wallonischen Region erheblich zurückgegangen ist;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die bestehenden Schlachtkapazitäten zu fördern;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° Öffentlicher Schlachthof: der in Artikel D. 220 des Gesetzbuches erwähnte Schlachthof, dessen Betriebsitz sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet;
- 2° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;
- 3° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;
- 4° Verordnung (EU) 2023/2831 vom 13. Dezember 2023: die Verordnung (EU) 2023/2831 der Kommission vom 13. Dezember 2023 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;
- 5° De-minimis-Beihilfen: Als Beihilfen, die nicht alle Kriterien des Artikels 107 Absatz 1 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union erfüllen, den Wettbewerbsgrundsatz nicht stören und daher nicht der Anmeldepflicht nach Artikel 108 Absatz 3 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union unterliegen, gelten Beihilfen, die die in der Verordnung (EU) Nr. 2023/2831 vom 13. Dezember 2023 genannten Bedingungen erfüllen;
- 6° Zuschuss: die auf der Grundlage der allgemeinen *De-minimis* -Regelung gewährte Beihilfe;
- 7° zwingende Dringlichkeit: zwingende Dringlichkeit ist gekennzeichnet durch eine Dringlichkeit, die nicht mit den für andere Verfahren erforderlichen Fristen vereinbar ist, ein unvorhersehbares Ereignis und einen kausalen Zusammenhang zwischen dem unvorhersehbaren Ereignis und der Dringlichkeit;
- 8° Dekret vom 15. Dezember 2011: das Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten.

In Bezug auf 7° sind diese Bedingungen kumulativ.

Art. 2 - Der Minister kann im Rahmen der Haushaltsmittel Zuschüsse für den Erwerb von Grundstücken, den Erwerb von Immobilien und beweglichen Gütern, den Bau, den Ausbau, die Renovierung oder den Umbau von öffentlichen Schlachthöfen gemäß Artikel D.220 des Gesetzbuches gewähren. Die Zuschüsse werden öffentlichen Schlachthöfen im Rahmen von Investitionen gewährt, die Folgendes ermöglichen:

- 1° die Anpassung des Schlachthofs an die geltenden Regelungen;
- 2° die Senkung des Energieverbrauchs des Schlachthofs;
- 3° die Funktionstüchtigkeit des Schlachthofs;
- 4° bestimmte Innovationstechniken;
- 5° die Verbesserung des Wohlbefindens der Tiere.

Für die Durchführung von Studien, die Bezahlung interner Arbeitskräfte, Betriebskosten oder Verbrauchsmaterialien werden keine Zuschüsse gewährt.

Art. 3 - Der Zuschuss wird dem öffentlichen Schlachthof unter den folgenden Bedingungen gewährt:

- 1° der Schlachthof ist Eigentum einer Provinz, einer Gemeinde, eines Gemeindeverbands oder einer gemischten Gesellschaft, in der die öffentlichen Behörden die Mehrheit der Anteile halten, und er behält nach Gewährung des Zuschusses die gleiche Rechtsform;

- 2° er ist auf der Grundlage des Königlichen Erlasses vom 16. Januar 2006 zur Festlegung der Modalitäten der von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette ausgestellten Zulassungen, Genehmigungen und vorherigen Registrierungen als öffentlicher Schlachthof im Sinne des Anhangs II, 1 des vorliegenden Erlasses zugelassen;
- 3° die Regelung im Bereich des Wohlbefindens der Tiere und der Umwelt wird einhalten;
- 4° Tiere aus ökologischem/biologischem Landbau werden unter Einhaltung der in der Öko-Zertifizierung vorgesehenen Bedingungen geschlachtet;
- 5° die Arbeit erfolgt auf nicht diskriminierende Weise mit Einzelpersonen oder für geringe Tierzufuhr;
- 6° eine bedarfsgerechte Flexibilität wird vorgesehen;
- 7° Personalstärke und Infrastruktur, die hinsichtlich der Rückverfolgbarkeit und der Arbeitsabläufe für die Verwaltungen von Tiersendungen, die aus einem einzigen Tier bestehen können, geeignet sind, bleiben gewährleistet;
- 8° mit den Akteuren und Nutzern wird alle zwei Jahre eine Absprache für die Aktualisierung der Verfahren zur Annahme der Tiere und zum Abgang der Schlachtkörper durchgeführt;
- 9° die Zulassung für die von der Investition betroffene(n) Tierkategorie(n) geht während der gesamten Dauer der Abschreibung der Infrastruktur oder der Ausrüstung, für die der Zuschuss beantragt wird, nicht verloren;
- 10° eine Beschreibung der für seinen Betrieb vorgesehenen finanziellen Mittel wird vorgelegt.

In Bezug auf Ziffer 9 beträgt die Abschreibungsdauer für Infrastruktur oder Ausrüstung, die Gegenstand des Antrags auf Bezuschussung ist, maximal 15 Jahre für Investitionen in Immobilien und fünf Jahre für Investitionen in bewegliche Güter.

Art. 4 - Der Zuschuss wird dem öffentlichen Schlachthof gewährt, wenn die Investitionen die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° die Investitionen werden gemäß den Vorschriften für öffentliche Aufträge durchgeführt;
- 2° die Arbeiten entsprechen den technischen Kriterien, die in der Gesetzgebung für das Schlachten von Tieren vorgeschrieben sind;
- 3° die Arbeiten werden nach Erhalt der Genehmigungen durchgeführt, die gegebenenfalls gemäß den Gesetzgebungen erforderlich sind:
 - a) über Städtebau und Raumordnung, für den Bau;
 - b) über Einrichtungen, die als gefährlich, gesundheitsgefährdend und lästig eingestuft sind, in Bezug auf die externe Polizeiordnung dieser Einrichtungen, für den Bau und den Betrieb.

Art. 5 - Der Schlachthof legt eine Beschreibung der für seinen Betrieb vorgesehenen materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel und Ressourcen vor, die einen geografischen Fortbestand im Angebot der öffentlichen Schlachthöfe in der Wallonischen Region ermöglichen. Der Beteiligungssatz beträgt höchstens fünfzig Prozent des Betrags der zu bezuschussenden Ausgaben.

Der Gesamtbetrag der *Minimis*-Beihilfen, die ein Mitgliedstaat einem öffentlichen Schlachthof gewährt, darf innerhalb eines Zeitraums von drei Jahren 300 000 EUR nicht übersteigen. Dieser Zeitraum wird auf einer gleitenden Basis beurteilt.

Die Berechnung der Höhe der zu bezuschussenden Ausgaben erfolgt:

- 1° nach den Regeln für die Vergabe eines öffentlichen Auftrags;
- 2° unter Berücksichtigung aller Rechnungen für Material und Bauteile, einschließlich der Arbeitskräfte für Aufbau und Inbetriebnahme der Investition, wenn sie vom Lieferanten angerechnet werden, berechnet;
- 3° ohne Berücksichtigung des Betrags der Mehrwertsteuer.

Art. 6 - Der Antrag auf Gewährung des Zuschusses wird bei der Verwaltung durch jedes Mittel übermittelt, das im Sinne des Artikels D. 15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht. Der schriftliche Antrag nach Absatz 1 enthält:

- 1° die Zustimmung des Gemeindegremiums;
- 2° die Beschreibung und Begründung der Investitionen sowie deren geschätzter Betrag;
- 3° die Planung der gesamten Investitionen des Jahres;
- 4° der Geschäftsplan des Schlachthofs über fünf Jahre;
- 5° die Anzahl der pro Jahr geschlachteten Tiere, aufgeschlüsselt nach Tierarten, in den letzten drei Jahren;
- 6° die vollständigen Angaben zum Bankkonto, auf das der Betrag des Zuschusses überwiesen wird;
- 7° eine Erklärung, in der alle anderen *De-minimis*-Beihilfen aufgelistet sind, die in den letzten drei Jahren erhalten wurden.

Die Verwaltung prüft, ob die Gewährung der Beihilfe den Gesamtbetrag der *De-minimis*-Beihilfen nicht über den Höchstbetrag von 300.000 Euro hinaus erhöht.

Der öffentliche Schlachthof reicht höchstens einen Antrag zur Gewährung eines Zuschusses pro Kalenderjahr ein.

Der Antrag auf Gewährung eines Zuschusses muss vor der Bestellung und der Durchführung der Investitionen gestellt werden, die frühestens nach der Zustellung der Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses getätigt werden.

Art. 7 - Der Minister teilt die Entscheidung über die Gewährung oder Ablehnung des Zuschusses innerhalb von drei Monaten nach Eingang der Unterlagen zum Antrag auf Gewährung eines Zuschusses bei der Verwaltung per Post oder über eine elektronische Anwendung mit. **Art. 8** - Innerhalb von drei Monaten nach Erhalt der Rechnungen durch den öffentlichen Schlachthof übermittelt dieser der Verwaltung eine Forderungsanmeldung, die folgende Dokumente enthält:

- 1° die Rechnungen;
- 2° die Zahlungsbelege;

- 3° zwei Kostenvoranschläge oder Unterlagen, durch die bestätigt wird, dass die Regelung bezüglich der öffentlichen Aufträge eingehalten wurde.

Die Verwaltung bearbeitet die Akte und führt die Überweisung des Zuschussbetrags innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Forderungsanmeldung durch.

Art. 8 - Wenn Investitionen aufgrund unvorhersehbarer Ereignisse dringend erforderlich sind, können sie vor der Beantragung des Zuschusses getätigt werden, vorausgesetzt, dass:

- 1° der Schlachthof die Verwaltung über die Investitionen, die dringend durchgeführt werden, informiert;
 2° der Schlachthof die Vorschriften für öffentliche Aufträge in besonderen Dringlichkeitsfällen einhält;
 3° der Schlachthof eine formale Begründung für die geltend gemachte zwingende Dringlichkeit übermittelt, die sich aus unvorhersehbaren Ereignissen ergibt.

In Bezug auf Ziffer 1 informiert der Schlachthof die Verwaltung auf jede Art und Weise, die der Sendung ein sicheres Datum im Sinne von Artikel D.15 des Gesetzbuches verleiht.

Die Erfüllung dieser Bedingungen stellt jedoch noch keine Entscheidung über die Gewährung eines Zuschusses dar.

Art. 9 - Der Zuschuss unterliegt einer Berichterstattungspflicht. Der öffentliche Schlachthof übermittelt der Verwaltung während zehn Steuerjahren alle Informationen über die gewährten *De-minimis*-Beihilfen, mit denen nachgewiesen werden kann, dass die Bedingungen der Verordnung Nr. 2023/2831 vom 13. Dezember 2023 eingehalten wurden.

Die Zehnjahresfrist beginnt mit dem Tag, an dem die letzte Einzelbeihilfe gewährt wurde.

Art. 10 - Bei Nichteinhaltung der durch oder aufgrund des vorliegenden Erlasses erlassenen Verpflichtungen oder der in der individuellen Entscheidung über die Gewährung enthaltenen Verpflichtungen kann der Minister gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten unter Beachtung von Artikel 61 des Dekrets vom 15. Dezember 2011:

- 1° die Überweisung eines Teils oder der Gesamtheit des Zuschusses während einer Frist, innerhalb deren sich der öffentliche Schlachthof mit den nicht eingehaltenen Verpflichtungen in Übereinstimmung bringen kann, aussetzen;
 2° den Zuschuss ganz oder teilweise proportional zu den festgestellten Nichteinhaltungen kürzen;
 3° die Entscheidung zur Gewährung des Zuschusses zurückziehen und den öffentlichen Schlachthof auffordern, den Zuschuss ganz oder teilweise zurückzuerstatten.

Art. 11 - Außer in dem in Artikel 11 erwähnten Fall wird der Zuschuss zurückerstattet:

- 1° im Falle von Konkurs, Auflösung oder freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des öffentlichen Schlachthofs innerhalb von zwölf Monaten, die auf die Überweisung des Zuschusses folgen;
 2° im Falle von wissentlich falschen oder unvollständigen Angaben des öffentlichen Schlachthofs, unabhängig davon, wie sich diese Angaben auf den Betrag des Zuschusses ausgewirkt haben.

In Anwendung der Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 wird der unberechtigtweise ausgezahlte Zuschuss unter Anwendung aller bestehenden Rechtsmittel, einschließlich von Ausgleichsmaßnahmen, zurückgefordert.

Art. 12 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. März 1986 zur Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden im Hinblick auf den Bau, den Ausbau oder den Umbau öffentlicher Schlachthöfe und der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 zur Gewährung eines Zuschusses an die öffentlichen Schlachthöfe zwecks der Erneuerung ihrer Infrastrukturen werden aufgehoben.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
 E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
 Städtebau und Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
 W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202657]

15 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de modaliteiten voor de toekenning van een toelage voor de openbare slachthuizen voor de bouw, uitbreiding, verbouwing of vernieuwing van hun infrastructuur

De Waalse Regering,

Gelet op het Landbouwwetboek, de artikelen D.6, D.11, D.13, D.14, D.219, D.220, D.221 en D.222;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 maart 1986 betreffende de verlenging van toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van openbare slachthuizen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de toekenning van een toelage voor de openbare slachthuizen met het oog op de vernieuwing van hun infrastructuur;

Gelet op het verslag van 1 december 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 30 november 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2023;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 18 januari 2024;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 2 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.521/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 2 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Overwegende dat het aanbod van slachthuizen in het Waalse Gewest aanzienlijk gedaald is;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bestaande slachtcapaciteit te ondersteunen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaat onder:

- 1° het openbaar slachthuis: het slachthuis zoals bedoeld in artikel D.220 van het Wetboek, waarvan de exploitatiezetel gelegen is op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 2° de administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek;
- 3° het Wetboek: het Waalse Landbouwwetboek;
- 4° Verordening nr. 2023/2831 van 13 december 2023: Verordening (EU) nr. 2023/2831 van de Europese Commissie van 13 december 2023 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *de-minimis*steun;
- 5° worden geacht niet aan alle criteria van artikel 107, § 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie te voldoen, het concurrentiebeginsel niet te verstoren en derhalve niet onderworpen te zijn aan de kennisgevingsplicht bedoeld in artikel 108, § 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de steun die voldoet aan de voorwaarden vermeld in Verordening (EU) nr. 2023/2831 van 13 december 2023;
- 6° de subsidie: steun toegekend op basis van de algemene *de minimis*-regeling ;
- 7° dringende noodzakelijkheid: de dringende noodzakelijkheid wordt gekenmerkt door een noodzakelijkheid die onvermijdbaar is met de termijnen vereist bij andere procedures, een onvoorzienbare gebeurtenis en een oorzakelijk verband tussen de onvoorzienbare gebeurtenis en de urgentie;
- 8° het decreet van 15 december 2011: het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden

Wat 7° betreft, zijn deze voorwaarden cumulatief.

Art. 2. De Minister kan, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, subsidies verlenen voor de aankoop van grond, de aankoop van gebouwen en roerende goederen, de bouw, uitbreiding, renovatie of verbouwing van openbare slachthuizen overeenkomstig artikel D.220 van het Wetboek. De toelagen worden toegekend aan de openbare slachthuizen in het kader van investeringen die het volgende mogelijk maken:

- 1° het overeenstemming brengen van het slachthuis met de geldende reglementeringen;
- 2° de vermindering van het energieverbruik van het slachthuis;
- 3° de goede werking van het slachthuis;
- 4° bepaalde innovatietechnieken;
- 5° de verbetering van het dierenwelzijn.

Er wordt geen toelage toegekend voor de uitvoering van onderzoeken voor de betaling van de interne mankracht, de werkingskosten of de kosten van verbruiksgoederen.

Art. 3. De subsidie wordt toegekend aan het openbare slachthuis onder de volgende voorwaarden:

- 1° de eigendom zijn van een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten of van een gemengde vereniging waarin de overheid de meerderheid heeft en hetzelfde juridisch statuut behoudt na toekenning van de toelage;
- 2° op grond van het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels van de erkenningen, toelatingen en voorafgaande registraties afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen als openbaar slachthuis in de zin van bijlage II, 1, van dat besluit, erkend worden;
- 3° de regelgeving inzake dierenwelzijn en leefmilieu naleven;
- 4° dieren uit de biologische landbouw met inachtneming van de voorwaarden van de biologische certificering slachten;
- 5° met particulieren of voor kleine aanvoeren van dieren op niet-discriminerende wijze werken;
- 6° voor flexibiliteit aangepast aan de behoeften zorgen;
- 7° personeelsleden en een infrastructuur aangepast, met name in termen van traceerbaarheid en stroom, aan het beheer van de partij die uit één enkel dier kan bestaan, handhaven;
- 8° overleg plegen met de gebruikers-actoren voor de aanpassing van de procedures voor de opvang van dieren en voor het vertrek van de karkassen om de twee jaar;
- 9° de erkenning voor de categorie(ën) dieren waarop de investering betrekking heeft, niet verliezen gedurende de hele afschrijvingsperiode van de infrastructuur of de uitrusting waarvoor de subsidie wordt aangevraagd;

10° een beschrijving geven van de financiële middelen voor zijn werking.

Wat 9° betreft, bedraagt de duur van de afschrijving van de infrastructuur of het materieel waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft maximaal vijftien jaar voor onroerende investeringen en vijf jaar voor roerende investeringen.

Art. 4. De toelage wordt aan het openbare slachthuis toegekend als de investeringen aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de investeringen worden gedaan in overeenstemming met de regelgeving inzake overheidsopdrachten;
- 2° de werkzaamheden voldoen aan de technische criteria vereist bij de wetgeving op het slachten van dieren;
- 3° de werkzaamheden worden uitgevoerd na het verkrijgen, in voorkomend geval, van de bij de wetgeving vereiste vergunningen:
 - a) inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening, voor de bouw;
 - b) inzake inrichtingen die als gevaarlijk, ongezond en hinderlijk zijn ingedeeld, wat betreft de externe handhaving voor deze inrichtingen, voor de bouw en de exploitatie.

Art. 5. Het slachthuis geeft een beschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpbronnen die voor de werking ervan zijn voorzien, waarbij een geografische duurzaamheid in het aanbod van de openbare slachthuizen in het Waalse Gewest kan worden gewaarborgd. Het interventiepercentage bedraagt ​​ maximaal vijftig procent van het bedrag van de te subsidiëren uitgaven.

Het totale bedrag aan *de-minimis* steun dat per Lidstaat aan een openbaar slachthuis wordt verleend, mag niet hoger zijn dan 300 000 euro over een periode van drie jaar. Deze periode is voortschrijdend.

Het bedrag van de te subsidiëren uitgaven wordt berekend:

- 1° volgens de regels betreffende de gunning van een overheidsopdracht;
- 2° met inachtneming van alle facturen van materialen en stukken, met inbegrip van de mankracht nodig voor de montage en de inbedrijfstelling, indien ze door de leverancier wordt gefactureerd;
- 3° zonder rekening te houden met het BTW-bedrag.

Art. 6. De aanvraag tot toekenning van de toelage wordt ingediend bij de Administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek. De aanvraag bedoeld in het eerste lid omvat:

- 1° de instemming van het gemeentecollege;
- 2° de beschrijving en rechtvaardiging van de investeringen evenals het geschatte bedrag ervan;
- 3° de planning van alle investeringen voor het jaar;
- 4° het vijfjarig businessplan van het slachthuis;
- 5° het aantal geslachte dieren per jaar, per soort, voor de laatste drie jaar;
- 6° de volledige gegevens van de bankrekening waarop het bedrag van de toelage zal worden gestort;
- 7° een verklaring waarin elke andere *de-minimis*-steun wordt opgesomd die de voorbije drie jaar werd ontvangen.

De administratie controleert of de toekenning van de steun het totale bedrag van de *de-minimis*-steun niet boven het plafond van 300 000 euro brengt.

Het openbaar slachthuis dient maximum één aanvraag tot toekenning van een toelage per kalenderjaar in.

De aanvraag tot toekenning van een toelage gaat vooraf aan de bestelling en uitvoering van de investeringen, die ten vroegste plaatsvinden na kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de toelage door de administratie.

Art. 7. De Minister deelt de beslissing tot toekenning of weigering van de toelage per post of via een informaticatoepassing mee binnen drie maanden na ontvangst door de administratie van de documenten die betrekking hebben op de aanvraag tot toelage.

Art. 8. Binnen drie maanden na ontvangst van de facturen door het openbare slachthuis, maakt het openbaar slachthuis een schuldverklaring aan de administratie over met de volgende documenten:

- 1° de facturen;
- 2° de betalingsbewijzen;
- 3° twee kostenramingen of de documenten die bevestigen dat de regelgeving inzake de overheidsopdrachten nageleefd is.

De administratie behandelt het dossier en gaat tot de storting van het bedrag van de toelage over binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de schuldverklaring.

Art. 9. Indien investeringen een dringend karakter hebben, voortvloeiend uit onvoorzienbare gebeurtenissen, kunnen deze voorafgaand aan de aanvraag tot toelage worden uitgevoerd, op voorwaarde dat:

- 1° het slachthuis informeert de administratie over de gedane noodinvesteringen;
- 2° het slachthuis voldoet aan de regelgeving inzake overheidsopdrachten in specifieke noodgevallen;
- 3° het slachthuis maakt een formele motivatie over van de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit de vermelde onvoorzienbare gebeurtenissen.

Wat 1° betreft, informeert het slachthuis op welke wijze dan ook om een ​​ bepaalde datum aan de verzending te verlenen in de zin van artikel D.15 van het Wetboek.

De naleving van deze voorwaarden vormt echter geen beslissing tot toekenning van een toelage.

Art. 10. De toelage wordt onderworpen aan een rapportageverplichting. Gedurende een periode van tien belastingjaren verstrekt het openbare slachthuis de administratie alle gegevens met betrekking tot de verleende *de-minimis* steun, waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van Verordening nr. 2023/2831 van 13 december 2023 is voldaan.

De periode van tien jaar loopt vanaf de datum van toekenning van de laatste individuele steun.

Art. 11. In geval van niet-naleving van de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit besluit of de verplichtingen bedoeld in de individuele beslissing tot toekenning, kan de Minister, volgens de door hem bepaalde modaliteiten en met inachtneming van artikel 61 van het decreet van 15 december 2011:

- 1° de storting van het geheel of een gedeelte van de toelage schorsen tijdens een termijn waarin het openbaar slachthuis zich aan de niet- vervulde verplichtingen kan aanpassen;
- 2° het geheel of een gedeelte van de toelage naar verhouding van de vastgestelde niet-naleving rapporteren;
- 3° de beslissing tot toekenning van de toelage intrekken en het openbaar slachthuis erom verzoeken om de terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de toelage terug te vorderen.

Art. 12. Naast het geval bedoeld in artikel 11, wordt de toelage terugbetaald:

- 1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het openbaar slachthuis binnen twaalf maanden na de storting van de toelage;
- 2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door het erkend inschakelingsbedrijf van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de toelage.

Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011, wordt de onschuldige uitbetaalde toelage bij alle wettelijke middelen, met inbegrip via een compensatie, teruggevorderd.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de verlenging van toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van openbare slachthuizen van 6 maart 1986 en het besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een toelage voor de openbare slachthuizen met het oog op de vernieuwing van hun infrastructures van 10 november 2016 worden opgeheven.

Art. 14. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202658]

15 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures d'exécution du décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023, les articles 8, § 2, alinéa 2, 14, alinéas 5 et 7, 15, 16, alinéas 1^{er}, 3 et 4, 19, alinéa 1^{er}, 20, alinéa 2, 21, 22, alinéas 6 et 7, 23, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, 40 et 41, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2021 relatif au Comité des experts sur le climat;

Vu le rapport du 10 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 août 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 septembre 2023;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données CO-A-2023-449, donné le 10 octobre 2023;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 26 octobre 2023;

Vu l'avis 75020/4 du Conseil d'État, donné le 29 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 30 octobre 2023;

Considérant l'avis n° 12 du Comité des experts sur le Climat, donné le 27 octobre 2023;

Sur la proposition du Ministre du Climat;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret neutralité carbone : le décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023;

2° l'administration : l'administration qui a en charge l'Energie;

3° l'Agence : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

4° le RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

CHAPITRE II. — Le Plan Air Climat Energie

Art. 2. La demande d'accès aux documents complets visée à l'article 8, § 2, alinéa 2, du décret neutralité carbone est adressée à l'administration ou à l'Agence qui y réponds dans un délai de 30 jours maximum.